

La Quadrature du Net passe à l'offensive contre les Smart Cities

La Quadrature du Net a dévoilé hier Technopolice, une plateforme dédiée à la lutte contre les technologies de surveillance installées dans les villes françaises. Elle lance un appel à participation.

Temps de lecture : minute

17 septembre 2019

"La Smart City révèle enfin son vrai visage : celui d'une mise sous surveillance totale de l'espace urbain à des fins de contrôle. De Nice à Valenciennes en passant par Toulouse, Saint-Étienne, Strasbourg ou Paris, la surveillance massive s'ancre dans l'urbanité." C'est ce qu'on pouvait lire, hier, dans un communiqué de presse diffusé par La Quadrature du Net.

Alors que la mise en place de la reconnaissance faciale dans les lycées français est au coeur des débats, l'association militante, qui entend défendre les libertés fondamentales dans l'environnement numérique en luttant notamment contre la censure et la surveillance, dévoilait lundi une campagne de mobilisation pour s'opposer aux "Smart City" policières.



À lire aussi

Au CES, la reconnaissance faciale suscite espoirs et controverses

S'allier pour mieux marquer

Lancée avec le soutien de plusieurs associations et syndicats parmi lesquels la CGT, la LDH et la FCPE, celle-ci se présente comme une plateforme collaborative permettant de rassembler des collectifs d'opposition aux systèmes de surveillance dans les villes : *"L'objectif de la plateforme Technopolice sera double : documenter de la manière la plus rigoureuse possible le déploiement de ces projets de surveillance à travers le pays et construire ensemble des outils et des stratégies de mobilisation capables de les tenir en échec. L'enjeu, c'est de parvenir à organiser des résistances locales en les fédérant afin qu'elles puissent se nourrir les unes les autres"*, explique La Quadrature du Net.



À lire aussi

En Inde, la reconnaissance faciale remplace les papiers d'identité dans les aéroports

Sur le site Technopolice, on y découvre ainsi la liste des villes ayant recours à des technologies de surveillance, les financements qui y sont alloués, ainsi que les différentes technologies utilisées. L'association, qui pointe du doigt la politique de la Cnil face à ces nouveaux moyens de surveillance, appelle également les personnes intéressées à rejoindre le collectif, afin de participer à la lutte contre les smart cities "policieres" d'une manière ou d'une autre : animation militante, analyses politiques et juridiques, maintenance d'outils techniques, etc. *"Il nous faut réunir un maximum de gens pour faire vivre cette campagne, en particulier au niveau local chaque fois qu'un projet de Smart City sécuritaire verra le jour"*, précise La Quadrature du Net.

Ça n'est pas la première fois que La Quadrature du Net se lance dans une

guerre liée aux nouvelles technologies. En 2008, elle était l'une des premières à se faire entendre contre la loi Hadopi. Elle milite à ce jour également pour la neutralité du net, contre la surveillance publicitaire, la conservation des données sur internet, et de nombreux autres sujets variés.

Article écrit par Iris Maignan